



**ACCORD RELATIF À L'EXTENSION DE LA COMPÉTENCE  
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CONSEIL  
DE L'EUROPE AUX AGENTS DE L'ORGANISATION  
INTERGOUVERNEMENTALE POUR LES TRANSPORTS  
INTERNATIONAUX FERROVIAIRES (OTIF)**

**AGREEMENT ON EXTENDING THE JURISDICTION OF  
THE ADMINISTRATIVE TRIBUNAL OF THE COUNCIL  
OF EUROPE TO OFFICIALS OF THE INTERGOVERNMENTAL  
ORGANISATION FOR INTERNATIONAL CARRIAGE BY RAIL  
(OTIF)**

**ABKOMMEN ÜBER DIE ERSTRECKUNG DER  
ZUSTÄNDIGKEIT DES VERWALTUNGSGERICHTS  
DES EUROPARATES AUF DIE BEDIENSTETEN DER  
ZWISCHENSTAATLICHEN ORGANISATION FÜR DEN  
INTERNATIONALEN EISENBAHNVERKEHR (OTIF)**



**ACCORD RELATIF À L'EXTENSION DE LA COMPÉTENCE  
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CONSEIL  
DE L'EUROPE AUX AGENTS DE L'ORGANISATION  
INTERGOUVERNEMENTALE POUR LES TRANSPORTS  
INTERNATIONAUX FERROVIAIRES (OTIF)**

**AGREEMENT ON EXTENDING THE JURISDICTION OF  
THE ADMINISTRATIVE TRIBUNAL OF THE COUNCIL  
OF EUROPE TO OFFICIALS OF THE INTERGOVERNMENTAL  
ORGANISATION FOR INTERNATIONAL CARRIAGE BY RAIL  
(OTIF)**

**ABKOMMEN ÜBER DIE ERSTRECKUNG DER  
ZUSTÄNDIGKEIT DES VERWALTUNGSGERICHTS  
DES EUROPARATES AUF DIE BEDIENSTETEN DER  
ZWISCHENSTAATLICHEN ORGANISATION FÜR DEN  
INTERNATIONALEN EISENBahnVERKEHR (OTIF)**

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et le Secrétaire Général de l'OTIF,

Considérant que l'OTIF est une organisation internationale bénéficiant d'une immunité de juridiction, ainsi qu'il ressort de l'article 4 de l'accord conclu le 10 février 1988 entre l'OTIF et le Conseil Fédéral Suisse, relatif au siège de l'OTIF et ses privilèges et immunités sur le territoire suisse;

Considérant que, dès lors, les litiges relatifs au travail entre cette Organisation et ses agents ne peuvent être portés devant une juridiction nationale;

Considérant cependant que les agents de l'OTIF doivent, comme ceux appartenant à d'autres organisations internationales, bénéficier d'un droit de recours de caractère juridictionnel pour les litiges relatifs à leur emploi;

Vu la demande de reconnaissance de la compétence du Tribunal Administratif pour les litiges entre les agents de l'OTIF et ladite Organisation, présentée par le Secrétaire Général de l'OTIF par lettre du 26 juillet 2016 adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, et la réponse de ce dernier en date du 22 septembre 2016;

Considérant l'utilité de conclure l'accord prévu à l'article 15, paragraphe 2, du Statut du Tribunal Administratif, tel que modifié par la Résolution CM/Res(2014)4 adoptée par le Comité des Ministres le 11 juin 2014;

Vu la décision du 8 novembre 2017 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe autorisant le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à signer le présent accord;

Vu la décision du 28 juin 2017 du Comité administratif de l'OTIF autorisant le Secrétaire Général de l'OTIF à signer le présent accord;

Vu les articles 59 à 61 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe relatifs aux voies de recours ouvertes aux agents du Conseil de l'Europe, son Annexe XI portant Statut du Tribunal Administratif ainsi que le Règlement intérieur du Tribunal Administratif du Conseil de l'Europe établi par celui-ci;

Le Tribunal Administratif du Conseil de l'Europe ayant donné un avis favorable à la conclusion du présent accord;

Dûment mandatés par leurs organisations respectives,

Sont convenus de ce qui suit:

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Le Tribunal Administratif du Conseil de l'Europe (ci-après le Tribunal Administratif) est compétent pour statuer sur les recours engagés, dans les conditions précisées à l'article 60 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, contre les actes d'ordre administratif pris par le Secrétaire Général de l'OTIF ou par le Comité administratif de l'OTIF, tels que définis aux articles 55, et 57, paragraphes 1 et 1 bis et 57 bis, paragraphe 2 du Statut du Personnel de l'OTIF. Les personnes habilitées à introduire un recours devant le Tribunal Administratif sont celles visées par les textes statutaires de l'OTIF. En cas de contestation sur le point de savoir s'il est compétent, il revient au Tribunal Administratif d'en décider, conformément à l'article 4 de son Statut.

## **Article 2**

Dans l'exercice de cette compétence, les références faites au Conseil de l'Europe et à son Secrétaire Général qui sont contenues aux articles 59, paragraphe 9, et 60 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, dans le Statut du Tribunal Administratif et dans le Règlement intérieur de celui-ci, sont à considérer comme visant l'OTIF et son Secrétaire Général ou le Comité administratif.

## **Article 3**

1. L'OTIF demeure libre d'organiser la phase du contentieux antérieure à la saisine du Tribunal Administratif, prévue à l'instar de l'article 59 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, ou de ne pas prévoir une telle phase. Dans ce dernier cas, l'article 60, paragraphe 3, du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe s'applique en tenant compte de cette faculté. Le point de départ du délai prévu audit paragraphe 3 est fixé en conséquence de ce qui précède.
2. En outre, l'OTIF ayant prévu une procédure de conciliation facultative entre les phases de demande d'un nouvel examen au Secrétaire Général et du recours devant le Tribunal Administratif, le conciliateur est nommé par le président du Tribunal Administratif, après examen de toutes les candidatures déposées auprès du Greffe du Tribunal Administratif, qui est en charge de toutes les procédures administratives y afférentes.
3. Le conciliateur ayant la faculté de décider de surseoir à l'exécution de l'acte contesté, le paragraphe 4 de l'article 60 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe s'applique en permettant le maintien du sursis à exécution pendant la procédure devant le Tribunal Administratif, sauf si le président du Tribunal Administratif, dûment saisi à cet effet, en décide autrement. Il est entendu que, après le dépôt de son recours, un agent peut introduire une demande de sursis à exécution, même s'il ne l'a pas fait devant le conciliateur ou si sa requête a été rejetée.

## **Article 4**

1. L'OTIF supporte le paiement de toute indemnité accordée à la partie requérante par le Tribunal Administratif y compris les frais dont le remboursement est prescrit à l'article 11, paragraphes 2 et 3, du Statut du Tribunal Administratif.
2. L'OTIF supporte également les frais occasionnés par les recours portés devant le Tribunal Administratif, à savoir notamment:
  - a. les frais réels de voyage et de séjour des juges du Tribunal Administratif et les indemnités qui leurs sont allouées, selon les règles en vigueur au Tribunal administrative;
  - b. les frais réels d'interprétation;
  - c. les frais réels pour le travail accompli par le greffe du Tribunal Administratif prorata temporis, y compris le travail effectué dans le cadre de la procédure de nomination du conciliateur; et, s'il y a lieu, les frais de mission du Greffier du Tribunal Administratif et des autres membres du greffe;
  - d. les frais réels de traduction des sentences, des décisions et des ordonnances dans la deuxième langue officielle du Conseil de l'Europe ainsi que, si nécessaire pour les besoins de l'examen des recours, des documents de la procédure dans une ou deux langues officielles du Conseil de l'Europe, toutes ces traductions étant établies par les soins du greffe du Tribunal Administratif, sous réserve que cette traduction ne puisse pas être effectuée par les traducteurs de l'OTIF;

- e. les frais de traduction des sentences, des décisions et des ordonnances dans des langues officielles de l'OTIF, autres que les langues officielles du Conseil de l'Europe, ces traductions étant établies par les soins de l'OTIF;
- f. les frais réels de publication sur papier et/ou en version électronique des sentences, des décisions et des ordonnances du Tribunal Administratif ainsi que de toute autre publication établie par le greffe du Tribunal Administratif afin de faire connaître l'activité développée pour l'OTIF;
- g. s'il en a ainsi été décidé par le Tribunal Administratif, les frais réels justifiés de transport et de séjour exposés par les témoins qui ont été entendus ainsi que les honoraires et les frais justifiés de transport et de séjour exposés par les experts qui ont été mandatés par le Tribunal Administratif;
- h. les autres frais non prévus par cet accord qu'une décision du Tribunal Administratif mettrait à la charge de l'OTIF dans l'exercice de son activité judiciaire.

Ces frais sont calculés selon les règles en vigueur au Conseil de l'Europe et les taux fixés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, sauf ceux de la lettre h) qui sont fixés par le Tribunal Administratif.

#### **Article 5**

L'OTIF s'engage à donner exécution aux ordonnances de sursis, décisions et aux sentences du Tribunal Administratif et, quant à ces dernières, à en informer celui-ci selon les dispositions de l'article 60, paragraphe 6, du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe. L'OTIF s'engage également à mettre en application l'article 26, paragraphe 2, dernière phrase, du Règlement intérieur du Tribunal Administratif, s'agissant du refus d'un témoin de comparaître ou de déposer.

#### **Article 6**

Les parties signataires du présent accord s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la mise en œuvre du présent accord.

#### **Article 7**

Le présent accord entre en vigueur dès sa signature par les deux Parties.

The Secretary General of the Council of Europe and the Secretary General of OTIF,

Considering that OTIF is an international organisation enjoying immunity from jurisdiction under Article 4 of the Agreement concluded on 10 February 1988 between OTIF and the Swiss Federal Council concerning the headquarters of OTIF and its privileges and immunities in Swiss territory;

Considering that consequently, work-related disputes between this Organisation and its officials cannot be brought before a national court;

Considering, however, that OTIF officials must, like those belonging to other international organisations, enjoy a right of appeal of a judicial nature in disputes relating to their employment;

Having regard to the request for recognition of the Administrative Tribunal's jurisdiction over disputes between officials of OTIF and the Organisation, submitted by the Secretary General of OTIF in a letter dated 26 July 2016 to the Secretary General of the Council of Europe, and to the latter's reply dated 22 September 2016;

Considering the expediency of concluding the agreement provided for in Article 15, paragraph 2 of the Statute of the Administrative Tribunal as amended by Resolution CM/Res(2014)4 adopted by the Committee of Ministers on 11 June 2014;

Having regard to the decision of 8 November 2017 of the Committee of Ministers of the Council of Europe authorising the Secretary General of the Council of Europe to sign this agreement;

Having regard to the decision of 28 June 2017 of OTIF's Administrative Committee authorising the Secretary General of OTIF to sign this agreement;

Having regard to Articles 59 to 61 of the Council of Europe Staff Regulations on remedies available to Council of Europe officials, to Appendix XI thereto containing the Statute of the Administrative Tribunal, and to the Rules of Procedure of the Administrative Tribunal of the Council of Europe drawn up by the latter;

The Administrative Tribunal of the Council of Europe having given an opinion in favour of concluding this agreement;

Duly empowered by their respective organisations,

have agreed as follows:

#### **Article 1**

The Administrative Tribunal of the Council of Europe (hereinafter "the Administrative Tribunal") shall have jurisdiction to determine appeals brought, under the conditions defined in Article 60 of the Council of Europe Staff Regulations, against administrative acts by the Secretary General of OTIF or by the Administrative Committee of OTIF, according to their definition in Articles 55 and 57, paragraphs 1 and 1 bis and Article 57 bis, paragraph 2 of OTIF's Staff Regulations. The persons entitled to bring an appeal before the Administrative Tribunal shall be those coming under the statutory texts of OTIF. In the event of a dispute as to whether it has jurisdiction, it shall rest with the Administrative Tribunal to settle the matter in accordance with Article 4 of its Statute.

## **Article 2**

In exercising this jurisdiction, the references made to the Council of Europe and its Secretary General in Articles 59, paragraph 9 and 60 of the Council of Europe Staff Regulations, in the Statute of the Administrative Tribunal and in its Rules of Procedure shall be understood as referring to OTIF and its Secretary General or Administrative Committee.

## **Article 3**

1. OTIF remains free to arrange the phase of litigation preceding referral to the Administrative Tribunal, provision for this phase being made as in Article 59 of the Council of Europe Staff Regulations, or not to make such provision. In the latter case, Article 60, paragraph 3 of the Council of Europe Staff Regulations shall apply with due regard to this possibility. The starting point of the time limit prescribed in the aforesaid paragraph 3 is set in consequence of the foregoing.
2. In addition, whereas OTIF has provided for an optional conciliation procedure between the phases of request to the Secretary General for re-examination and appeal to the Administrative Tribunal, the conciliator is appointed by the President of the Administrative Tribunal after consideration of all candidatures lodged with the Registry of the Administrative Tribunal, which is in charge of all administrative procedures concerning them.
3. The conciliator being empowered to decide to stay the execution of the disputed act, paragraph 4 of Article 60 of the Staff Regulations of the Council of Europe applies so as to allow the stay of execution to be maintained during the proceedings before the Administrative Tribunal, unless the President of the Administrative Tribunal, duly petitioned to that effect, decides otherwise. It is understood that after lodging an appeal, an official may bring a request for stay of execution, even if he has not done so before the conciliator or his request has been rejected.

## **Article 4**

1. OTIF shall defray any compensation awarded to the appellant by the Administrative Tribunal including the costs whose reimbursement is prescribed in Article 11, paragraphs 2 and 3 of the Statute of the Administrative Tribunal.
2. OTIF shall also defray the costs arising from appeals brought before the Administrative Tribunal, viz. in particular:
  - a. the actual travel and subsistence expenses of the judges of the Administrative Tribunal and the indemnities allocated to them in accordance with the applicable rules of the Administrative Tribunal;
  - b. the actual cost of interpretation;
  - c. the actual expenses for the work performed by the Registry of the Administrative Tribunal pro rata temporis, including work in connection with the procedure for appointing the conciliator and, if appropriate, the official journey expenses of the Registrar of the Administrative Tribunal and the other members of the Registry;
  - d. the actual cost of translating judgments, decisions and orders into the second official language of the Council of Europe and, if necessary for the examination of appeals, translating the procedural documents into one or both official languages of the Council of Europe, all these translations being made by the efforts of the Registry of the Administrative Tribunal, unless this translation can be made by OTIF's translators;

- e. the cost of translating judgments, decisions and orders into official languages of OTIF, other than the Council of Europe official languages, these translations being made by the efforts of OTIF;
- f. the actual cost of paper and/or electronic publication of the Administrative Tribunal's judgments, decisions and orders together with any other publication by the Registry of the Administrative Tribunal intended to make known the activity pursued on behalf of OTIF;
- g. if the Administrative Tribunal so decides, the actual and properly vouched travel and subsistence expenses incurred by the witnesses heard, together with the fees and the properly vouched travel and subsistence expenses of the experts commissioned by the Administrative Tribunal;
- h. such other costs, not contemplated by this agreement, as a decision of the Administrative Tribunal may charge to OTIF in the pursuit of its judicial activity.

These costs shall be calculated according to the rules in force at the Council of Europe and the rates established by the Committee of Ministers of the Council of Europe, excepting those under h) above, which shall be fixed by the Administrative Tribunal.

#### **Article 5**

OTIF undertakes to execute orders to stay proceedings, decisions and judgments of the Administrative Tribunal and, with regard to the latter, to inform it of the execution in accordance with the provisions of Article 60, paragraph 6 of the Council of Europe Staff Regulations. OTIF also undertakes to apply Rule 26, paragraph 2, last sentence, of the Rules of Procedure of the Administrative Tribunal, concerning a witness's refusal to appear or to give evidence.

#### **Article 6**

The signatories to this agreement undertake to reach a friendly settlement of any dispute that may arise between them regarding the implementation of this agreement.

#### **Article 7**

This agreement shall come into force upon its signature by both Parties.



Der Generalsekretär des Europarates und der Generalsekretär der OTIF,

in der Erwägung, dass die OTIF eine internationale Organisation ist, die, wie aus Artikel 4 des Abkommens zwischen dem Schweizerischen Bundesrat und der Zwischenstaatlichen Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr (OTIF) zur Festlegung der rechtlichen Stellung dieser Organisation in der Schweiz vom 10. Februar 1988 hervorgeht, von der Gerichtsbarkeit befreit ist;

in der Erwägung, dass Arbeitsstreitigkeiten zwischen dieser Organisation und deren Bediensteten nicht vor ein nationales Gericht gebracht werden können;

in der Erwägung, dass den Bediensteten der OTIF wie den Bediensteten anderer internationaler Organisationen für Arbeitsstreitigkeiten gleichwohl ein gerichtlicher Rechtsbehelf zur Verfügung stehen muss;

gestützt auf den Antrag auf Anerkennung der Gerichtsbarkeit des Verwaltungsgerichts für Streitigkeiten zwischen den Bediensteten der OTIF und der benannten Organisation, den der Generalsekretär der OTIF mit Schreiben vom 26. Juli 2016 beim Generalsekretär des Europarates gestellt hat, und die Antwort des Generalsekretärs des Europarates vom 22. September 2016;

in der Erwägung, dass es zweckmäßig erscheint, ein Abkommen gemäß Artikel 15 Absatz 2 des Statuts des Verwaltungsgerichts in der mit der Entschliessung CM/Res(2014)4 des Ministerkomitees vom 11. Juni 2014 geänderten Fassung zu schließen;

gestützt auf die Entscheidung vom 8. November 2017 des Ministerkomitees des Europarates betreffend die Ermächtigung des Generalsekretärs des Europarates zur Unterzeichnung dieses Abkommens;

gestützt auf den Beschluss vom 28. Juni 2017 des Verwaltungsausschusses der OTIF betreffend die Ermächtigung des Generalsekretärs der OTIF zur Unterzeichnung dieses Abkommens;

gestützt auf die Artikel 59 bis 61 des Personalstatuts des Europarates betreffend die Rechtsbehelfe der Bediensteten des Europarates, dessen Anhang XI über das Statut des Verwaltungsgerichts des Europarates sowie die vom Verwaltungsgericht erlassene Geschäftsordnung des Gerichts;

unter Hinweis darauf, dass das Verwaltungsgericht des Europarates eine befürwortende Stellungnahme zum Abschluss dieses Abkommens abgegeben hat;

von ihrer jeweiligen Organisation gehörig beauftragt,

sind wie folgt übereingekommen:

#### **Artikel 1**

Das Verwaltungsgericht des Europarates (im Folgenden „Verwaltungsgericht“) ist für die Entscheidung über Klagen zuständig, die nach Maßgabe des Artikels 60 des Personalstatuts des Europarates gegen Verwaltungsakte des Generalsekretärs der OTIF oder des Verwaltungsausschusses der OTIF im Sinne der Artikel 55 und 57 §§ 1 und 1a und 57a § 2 des Personalstatuts der OTIF erhoben werden. Klageberechtigt vor dem Verwaltungsgericht sind die in den Statuten der OTIF vorgesehenen Personen. Bei Streitigkeiten über die Zuständigkeit des Verwaltungsgerichts entscheidet das Gericht gemäß Artikel 4 seines Statuts.

## **Artikel 2**

Bei der Wahrnehmung dieser Zuständigkeit sind die in Artikel 59 Absatz 9 und Artikel 60 des Personalstatuts des Europarates, im Statut des Verwaltungsgerichts und in dessen Geschäftsordnung enthaltenen Bezugnahmen auf den Europarat und dessen Generalsekretär als Bezugnahmen auf die OTIF und deren Generalsekretär oder deren Verwaltungsausschuss zu verstehen.

## **Artikel 3**

1. Der OTIF bleibt es unbenommen, das Verfahrensstadium vor der analog zu Artikel 59 des Personalstatuts des Europarates vorgesehenen Anrufung des Verwaltungsgerichts frei zu gestalten oder auf ein solches Stadium zu verzichten. Im letzteren Fall findet Artikel 60 Absatz 3 des Personalstatuts des Europarates unter Berücksichtigung dieser Möglichkeit Anwendung. Der Beginn der in jenem Absatz genannten Frist ist dem Vorstehenden entsprechend festzulegen.
2. Da die OTIF zwischen dem Ersuchen des Generalsekretärs auf neuerliche Prüfung der Verwaltungsentscheidung und der Klage vor dem Verwaltungsgericht ein fakultatives Schlichtungsverfahren vorgesehen hat, wird der Schlichter zudem nach Prüfung aller beim Gerichtskanzler des Verwaltungsgerichts eingereichten Bewerbungen vom Präsidenten des Verwaltungsgerichts ernannt. Der Gerichtskanzler ist für alle damit verbundenen Verwaltungsarbeiten zuständig.
3. Da der Schlichter beschließen kann, die angefochtene Entscheidung auszusetzen, ist ggf. Artikel 60 Absatz 4 des Personalstatuts des Europarates anzuwenden, der es erlaubt, die Aussetzung der Entscheidung während des Verfahrens vor dem Verwaltungsgericht aufrechtzuerhalten, sofern der in dieser Sache ordnungsgemäß angerufene Präsident des Verwaltungsgerichts nichts anderes beschließt. Es besteht Einvernehmen darüber, dass ein Bediensteter nach Einreichung seiner Klage einen Antrag auf Aussetzung der Entscheidung stellen kann, selbst dann, wenn er dies beim Schlichter unterlassen hat, oder wenn sein Antrag abgelehnt wurde.

## **Artikel 4**

1. Die OTIF trägt die Kosten der dem Kläger vom Verwaltungsgericht ggf. zugesprochenen Entschädigung, einschließlich der gemäß Artikel 11 Absätze 2 und 3 des Statuts des Verwaltungsgerichts zu erstattenden Kosten.
2. Die OTIF trägt ferner die durch die Klageerhebung beim Verwaltungsgericht verursachten Kosten, d. h. insbesondere
  - a. die tatsächlichen Reise- und Aufenthaltskosten der Richter des Verwaltungsgerichts und die Entschädigungen der Richter gemäß den geltenden Bestimmungen des Verwaltungsgerichtes;
  - b. die tatsächlichen Dolmetschkosten;
  - c. die tatsächlichen Kosten für die vom Gerichtskanzler des Verwaltungsgerichts geleistete Arbeit (prorata temporis), einschließlich der Arbeit im Rahmen des Verfahrens zur Ernennung des Schlichters, und ggf. die Reisekosten des Gerichtskanzlers des Verwaltungsgerichts und der anderen Mitglieder der Gerichtskanzlei;

- d. die tatsächlichen Kosten für die Übersetzung der Urteile, Entscheidungen und Verordnungen in die zweite Amtssprache des Europarates und, soweit erforderlich, zur Prüfung von Klagen und Verfahrensdokumenten in einer oder zwei Amtssprachen des Europarates, wobei diese Übersetzungen von der Gerichtskanzlei des Verwaltungsgerichts gefertigt werden, sofern sie nicht von den Übersetzern der OTIF übernommen werden können;
- e. die Kosten für die Übersetzung der Urteile, Entscheidungen und Verfügungen in die Amtssprachen der OTIF, die nicht gleichzeitig Amtssprachen des Europarates sind, wobei diese Übersetzungen von der OTIF gefertigt werden;
- f. die tatsächlichen Kosten für die Veröffentlichung der Urteile, Entscheidungen und Verfügungen des Verwaltungsgerichts in Papier- und/oder elektronischer Form sowie alle sonstigen Veröffentlichungen des Gerichtskanzlers des Verwaltungsgerichts zur Bekanntmachung der für die OTIF durchgeführten Tätigkeiten;
- g. falls das Verwaltungsgericht so entscheidet, die den gehörten Zeugen tatsächlich entstandenen und nachgewiesenen Reise- und Aufenthaltskosten sowie die Honorare der vom Verwaltungsgericht beauftragten Sachverständigen und die diesen entstandenen und nachgewiesenen Reise- und Aufenthaltskosten;
- h. alle sonstigen, in diesem Abkommen nicht vorgesehenen Kosten, soweit sie der OTIF durch Entscheidung des Verwaltungsgerichts in Wahrnehmung der Rechtsprechungstätigkeit auferlegt werden.

Diese Kosten werden nach den im Europarat geltenden Vorschriften und den vom Ministerkomitee des Europarates festgelegten Sätzen berechnet, ausgenommen diejenigen nach Buchstabe h), die vom Verwaltungsgericht festgesetzt werden.

#### **Artikel 5**

Die OTIF verpflichtet sich, die Verfügungen auf Aussetzen der Entscheidung, Entscheidungen und Urteile des Verwaltungsgerichts durchzuführen und das Gericht nach den Bestimmungen des Artikels 60 Absatz 6 des Personalstatuts des Europarates davon in Kenntnis zu setzen. Die OTIF verpflichtet sich ferner zur Anwendung des Artikels 26 Absatz 2 letzter Satz der Geschäftsordnung des Verwaltungsgerichts betreffend das Nichterscheinen von Zeugen und die Verweigerung der Zeugenaussage.

#### **Artikel 6**

Die unterzeichnenden Parteien dieses Abkommens verpflichten sich, Streitigkeiten untereinander über die Umsetzung dieses Abkommens auf gütlichem Wege beizulegen.

#### **Artikel 7**

Dieses Abkommen tritt mit Unterzeichnung durch die beiden Parteien in Kraft.

Fait en français, en anglais et en allemand, les trois textes faisant également foi, en deux exemplaires originaux.

Done in French, English and German, the three texts being equally authentic, in two original copies.

Geschehen in zwei Urschriften, jede in Französisch, Englisch und Deutsch, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Strasbourg, le 8 décembre 2017  
Strasbourg, 8 December 2017  
Straßburg, den 8. Dezember 2017

**Pour l'Organisation  
intergouvernementale pour les  
transports internationaux ferroviaires**


**For the Intergovernmental  
Organisation for International Carriage  
by Rail**

**Für die Zwischenstaatliche  
Organisation für den internationalen  
Eisenbahnverkehr**

**Pour le Conseil de l'Europe**

**For the Council of Europe**

**Für den Europarat**



François DAVENNE  
Secrétaire Général  
Secretary General  
Generalsekretär



Gabriella BATTAINI-DRAGONI  
Secrétaire Générale Adjointe  
Deputy Secretary General  
Stellvertretende Generalsekretärin